

DEVELOPPEMENT DE L'ESS EN GUYANE : 5 ENJEUX ET DEFIS A SURMONTER

Apprentissages et réflexions pour un développement résilient

L'économie sociale et solidaire (ESS) en Guyane, a connu des évolutions significatives depuis l'étude publique de février 2012 qui dressait un premier état des lieux et proposait des pistes d'accompagnement pour son développement.

Depuis, la loi ESS du 31 juillet 2014 a apporté un cadre juridique majeur visant à soutenir et favoriser l'essor de cette économie. De plus, les lois PACTE et NOTRe ont également eu des impacts importants en matière de développement économique pour les entreprises de l'ESS et les collectivités publiques.

Cette formalisation a offert une meilleure lisibilité à l'économie sociale et solidaire, jusqu'alors entourée de contours flous, tout en renforçant sa reconnaissance par les parties prenantes. En effet, l'ESS évolue dans une région marquée par un dynamisme démographique remarquable, dépassant largement les taux nationaux. Cependant, ce territoire présente également des réalités contrastées en fonction des bassins de vie, que ce soit le Centre Littoral, les Savanes, le Haut et le Bas Maroni (Ouest Guyanais), le Haut et le Bas Oyapock (Est Guyanais), avec des stades de développement différents.

Face aux enjeux majeurs que connaît la Guyane, tels que le chômage persistant et la nécessité de créer de nouvelles activités économiques, le développement de l'ESS apparaît comme une réponse prometteuse. En effet, cette forme d'économie axée sur la solidarité, l'inclusion sociale et le développement durable peut contribuer de manière significative à l'amélioration des conditions de vie des populations locales et à la résolution de problèmes socio-économiques.

Dans cette perspective, nous examinerons les enjeux et défis spécifiques auxquels l'ESS est confrontée en Guyane, en tenant compte des spécificités régionales, afin de mieux comprendre comment l'ESS peut être optimisée pour contribuer au développement global et équilibré de la Guyane, en particulier en contexte post-Covid.

Méthodologie :

En février 2023, l'Observatoire Régional de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) de Guyane a réalisé une enquête auprès d'un échantillon de 50 structures, incluant des porteurs de projets, des financeurs, des institutions publiques, des coopératives, ainsi que des associations, qui représentent le statut le plus fréquent en Guyane. L'enquête a été menée à travers des entretiens et des questionnaires en ligne.

Au total 23 réponses (18 entreprises de l'ESS, 2 financeurs et 3 institutions) ont été obtenues au cours de cette enquête. Les entreprises de l'ESS qui ont pris part à celle-ci se distinguent principalement par leurs missions et actions à portée régionale, englobant divers secteurs tels que l'Insertion par l'Activité Économique, l'Économie Circulaire, le soutien aux porteurs de projet, le soutien à la structuration de la vie associative et les services mutualisés, l'éducation et la sensibilisation environnementale, ainsi que l'accompagnement des initiatives liées à la politique de la ville...

LES ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DE L'ESS EN GUYANE

I. RENFORCER LA SENSIBILISATION ET LA CONNAISSANCE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) : UN ENJEU POUR L'AVENIR

Les Guyanais sont familiers des structures ESS, notamment associatives, qui sont majoritaires et bien ancrées sur le territoire. Les associations jouent un rôle important dans la vie de la population et sont souvent perçues comme des acteurs clés de la solidarité et de l'entraide. Les principes fondamentaux de l'ESS tels que la solidarité, la coopération et la finalité sociale résonnent donc déjà auprès de la population et des différentes cultures présentes sur le territoire. Ces principes font même partie intégrante de l'histoire plurielle des cultures de Guyane. Les pratiques telles que les « mosilo » chez les Kali'na et les « mayouri » chez les créoles de Guyane en sont les exemples. Cependant, la notion d'Economie Sociale et Solidaire telle qu'institutionnalisée en Europe reste encore assez floue pour la majorité des habitants de la Guyane.

L'ESS telle qu'elle est définie au niveau international et national est souvent méconnue par le grand public en Guyane. Les notions et les caractéristiques spécifiques de l'ESS, comme les entreprises sociales, les coopératives, les mutuelles ou encore les fondations, peuvent ne pas être largement comprises, incompréhension souvent renforcée par les *a priori* et représentations inexactes liés à l'évocation de l'ESS. Cela crée un écart entre la familiarité avec les structures associatives locales et la compréhension de l'ESS en tant que modèle économique spécifique.

Il convient de noter que les personnes qui gravitent autour des structures de l'ESS en Guyane, notamment celles qui sont directement impliquées dans leur gestion ou qui fournissent un accompagnement aux projets et initiatives, ont une meilleure connaissance de ces modèles économiques et de leur potentiel. Cependant, cette connaissance reste souvent limitée à un cercle restreint de professionnels et de personnes engagées, et ne parvient pas à atteindre le grand public de manière significative.

Pour favoriser le développement de l'ESS en Guyane, il est crucial de combler cette lacune en matière de compréhension et de connaissance de l'ESS dans sa forme « nationale » mais de manière adaptée. Cela peut être réalisé par le biais de campagnes de sensibilisation et d'éducation spécifiquement axées sur l'ESS. Ces campagnes peuvent être conçues de manière à atteindre un large éventail de publics, en utilisant différents canaux de communication tels que les médias traditionnels, les réseaux sociaux, les événements communautaires et les programmes éducatifs.

Il est également important de mettre en avant les réussites et les bénéfices concrets de l'ESS en Guyane, en mettant en lumière les exemples locaux de projets de l'ESS qui ont un impact. Cela

permettra aux habitants de la Guyane de mieux saisir le potentiel de l'ESS en termes de création d'emplois, de développement économique durable, de cohésion sociale et de résolution des problèmes locaux.

Enfin, il est essentiel d'impliquer les acteurs locaux, y compris les associations existantes, les leaders communautaires, les institutions éducatives et les autorités publiques, dans la promotion et la diffusion des connaissances sur l'ESS. En encourageant la collaboration et la coopération entre ces acteurs, il sera possible de renforcer la compréhension de l'ESS et de mobiliser davantage de personnes pour soutenir et participer à son développement en Guyane.

En résumé, bien que la population de la Guyane soit familière des structures associatives et des principes de solidarité et d'entre-aide, la notion d'ESS telle qu'institutionnalisée en Europe reste floue pour la majorité des habitants. Une sensibilisation et une éducation ciblées sur l'ESS sont nécessaires pour combler cette lacune et permettre à un plus grand nombre de personnes de comprendre et de participer activement au développement de l'ESS dans la région.

II. LE DEFIL DE L'ECOSYSTEME D'ACCOMPAGNEMENT : UNE VUE D'ENSEMBLE QUI DOIT GAGNER EN CLARTE POUR LES PORTEURS

La Guyane dispose d'un réseau d'acteurs engagés dans l'accompagnement des entreprises, comprenant une trentaine d'organismes, ainsi qu'une dizaine spécifiquement dédiée aux porteurs de projets dans le domaine de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Ces structures de soutien offrent une aide précieuse aux porteurs de projets, notamment dans des secteurs tels que l'insertion, les services à la personne, l'environnement, la culture, etc.

Cependant, malgré cette diversité d'acteurs, les porteurs de projets interrogés, notamment en cours de création, rencontrent des difficultés à trouver les bonnes ressources, soulignant ainsi la nécessité d'améliorer l'orientation vers les structures d'accompagnement appropriées.

1. Difficultés d'orientation :

Une problématique récurrente relevée par de nombreux porteurs de projets concerne l'identification du bon interlocuteur. La multiplicité des acteurs peut sembler confuse et décourageante, ce qui peut entraver la recherche de soutien adéquat. Afin de remédier à cette situation, il serait peut-être nécessaire de mettre en place des guichets de proximité, permettant aux porteurs de projets d'être orientés de manière efficace vers les structures d'accompagnement appropriées. Ces guichets de proximité pourraient jouer un rôle de coordination et de facilitation en aidant les porteurs de projets à identifier les ressources et les acteurs pertinents pour leurs besoins spécifiques.

2. Contraintes géographiques :

Bien que certaines structures d'accompagnement se déplacent pour rencontrer les porteurs de projets, il est indéniable que les distances en Guyane, l'enclavement de certaines communes et le coût élevé des transports posent des défis importants. Ces contraintes géographiques rendent difficile la présence physique des acteurs de l'accompagnement sur l'ensemble du territoire guyanais. Néanmoins, il est possible de compenser cette limitation grâce aux outils numériques. Cependant, il convient aussi de noter que la couverture numérique n'est pas homogène sur le territoire, et les vitesses de connexion dans les zones enclavées sont souvent insuffisantes pour permettre un accès fluide aux ressources en ligne.

3. Concentration géographique des structures d'accompagnement :

Les structures d'accompagnement demeurent principalement concentrées dans les pôles urbains tels Cayenne, Remire-Montjoly, Matoury.... Cela peut être avantageux d'un point de vue administratif pour ces structures, mais cela pose un défi en termes de proximité réelle avec les porteurs de projets et les initiatives ESS qui se trouvent sur l'ensemble du territoire guyanais. Il est donc bien utile de prendre des mesures pour assurer une présence équitable des structures d'accompagnement sur l'ensemble du territoire, en encourageant notamment la création de relais locaux et en soutenant le développement d'antennes dans les zones moins urbanisées.

Bien que la Guyane dispose d'un nombre important diversifié d'acteurs intervenant dans l'accompagnement des entreprises et des porteurs de projets en matière d'ESS. Cependant, des améliorations sont nécessaires pour faciliter l'orientation des porteurs de projets vers les bonnes structures d'accompagnement. Des guichets de proximité pourraient être envisagés afin de simplifier cette démarche. De plus, il est important de prendre en compte les contraintes géographiques propres à la Guyane, en cherchant des solutions adaptées pour assurer une présence efficace des acteurs d'accompagnement sur l'ensemble du territoire, que ce soit physiquement ou à travers des moyens numériques. Enfin, il convient de développer la présence des structures d'accompagnement en dehors des pôles urbains afin de répondre aux besoins des porteurs de projets et des initiatives ESS sur tout le territoire guyanais.

III. LES DIFFICULTES DE FINANCEMENT : OBSTACLES ET PISTES DE SOLUTION

Une des premières préoccupations des structures enquêtées est le financement. En effet, l'une des principales inquiétudes des structures sondées concerne le financement. Sur les 18 entreprises de l'ESS ayant pris part à l'enquête, la totalité ont fait part de défis dans la recherche des ressources financières essentielles pour concrétiser leurs projets. Les raisons sous-jacentes à ces obstacles financiers peuvent être élucidées en se basant sur les éléments suivants :

- insuffisance de trésorerie pour les actions et les projets
- manque d'exploration d'autres sources de financement, elles-mêmes pas toujours disponibles dans des conditions optimales sur le territoire
- des projets qui peuvent manquer de maturité

1. Insuffisance de trésorerie pour les actions et projets :

L'une des premières difficultés rencontrées par les structures concerne le manque de trésorerie pour financer leurs actions et projets de manière impactante et structurante. Les structures signalent ne pas disposer de ressources financières suffisantes pour mettre en œuvre des initiatives significatives. Cette insuffisance de trésorerie peut avoir un impact sur les sources de financement auxquelles ces structures pourraient prétendre. En raison des délais administratifs souvent longs, le versement des subventions peut prendre du temps, ce qui nécessite que les structures disposent déjà de fonds propres pour fonctionner en attendant les financements attendus.

De plus, les financeurs ont noté que peu de structures de l'ESS intègrent cette situation dans leur plan de financement.

2. Manque de mobilisation et de diversification d'autres sources de financement :

Un des constats est que les associations, en particulier, ont souvent des subventions pour principale source de financement. Il existe pourtant des organismes proposant d'autres types de financement couvrant le champ de l'ESS tel que les prêts, les prêts participatifs, les garanties d'emprunt, etc, en combinaison à la construction d'un modèle économique aux ressources hybrides. Malheureusement, peu de structures connaissent ou explorent ces autres sources de financement et/ou sont en mesure de les intégrer dans leur trajectoire économique. D'autre part, ces outils de financement ne sont pas toujours pleinement disponibles et/ou optimisés sur le territoire, malgré l'arrivée de nouveaux acteurs qui tentent de répondre à ce besoin comme France Active qui a lancé une expérimentation de deux ans en Guyane. Par exemple, développer une offre de service destinée à différentes cibles ayant des besoins clairement identifiés, pourrait permettre de diversifier les sources de revenus et les options de financement des acteurs.

3. ingénierie de projet à structurer :

Les financeurs ont signalé que de nombreux projets qui leur sont soumis sont insuffisamment structurés ou aboutis, notamment en ce qui concerne le business plan et les prévisions financières. La dimension technique de la planification financière n'est pas toujours prise en compte de manière adéquate. Un projet peut être d'intérêt général, utile et structurant, mais s'il n'est pas bien pensé et présenté du point de vue financier, les financeurs auront du mal à le financer. Il est donc essentiel d'adopter la logique des financeurs ciblés en termes de présentation des projets et de démonstration de leur viabilité financière.

Pour répondre à ce besoin de financement, il serait intéressant de travailler sur plusieurs points :

- Diversifier les sources de financement : Il peut être bénéfique pour les structures d'explorer et de solliciter d'autres sources de financement disponibles tels les partenariats public-privé ou encore les financements participatifs pour ne citer que ceux-là. Un outil répertoriant ces sources de financements en Guyane serait un véritable plus pour l'écosystème.
- Renforcer les compétences en gestion financière : Il est important de développer les compétences en matière de gestion financière au sein des structures de l'ESS, en formant la ressource humaine et en favorisant l'accès à des conseils spécialisés pour élaborer des plans prévisionnels financiers solides.
- Améliorer la structuration des projets : Les structures de l'ESS doivent accorder une attention particulière à la planification financière et à la présentation des projets. Il est essentiel de comprendre les attentes des financeurs et de présenter des projets bien structurés, démontrant leur rentabilité et leur impact social.
- Promouvoir les modèles économiques adaptés à l'ESS : Il convient de sensibiliser les acteurs de l'ESS à l'importance de développer des modèles économiques adaptés à leurs activités, en identifiant de nouvelles sources de revenus, en diversifiant les prestations de services et en explorant des partenariats stratégiques.

IV. LE DEFI DU RECRUTEMENT DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

L'enquête a corroboré la problématique des entreprises de l'ESS qui éprouvent des difficultés à recruter du personnel. Cet élément, relevé par les répondants, a aussi été un point saillant de la note sur les métiers et parcours de l'ESS en Guyane rédigée par la CRESS en 2022.

Parmi les 18 entreprises de l'ESS, 7 d'entre elles ont signalé des grosses difficultés liées au recrutement de personnel. Néanmoins, il est important de noter que le recrutement de personnel demeure un enjeu pour les entités employeuses, car 12 des 18 structures de l'ESS ont indiqué que l'embauche de salariés figurait parmi leurs projets de développement.

Ces difficultés de recrutement découlent de différentes raisons, notamment :

- Ressources financières limitées
- Concurrence avec le secteur public et privé hors ESS
- Manque de visibilité et d'attractivité
- Besoins spécifiques et polyvalence
- Bénévolat prédominant dans les associations
- Isolement géographique et enclavement

1. Ressources financières limitées :

De nombreuses structures de l'ESS en Guyane, en particulier les associations, disposent de ressources financières limitées, ce qui rend l'offre de salaires compétitifs plus difficile. Les budgets restreints peuvent également influencer le recrutement à des postes à temps partiel ou à durée déterminée, ce qui peut réduire l'attractivité des emplois proposés.

2. Concurrence avec le secteur public et privé hors ESS :

La Guyane étant une région où le secteur public et privé hors ESS sont également dynamiques, les structures de l'ESS doivent faire face à une concurrence accrue pour attirer des candidats qualifiés. Les entreprises du secteur privé hors ESS peuvent offrir des salaires plus élevés, tandis que le secteur public peut offrir des avantages tels que la sécurité de l'emploi et des opportunités de carrière.

3. Manque de visibilité et d'attractivité :

Les structures de l'ESS en Guyane peuvent parfois manquer de visibilité auprès des profils en recherche d'emploi. Le grand public peut ne pas être suffisamment conscient des opportunités d'emploi et des avantages liés au travail dans le milieu associatif ou dans l'ESS en général. Cela peut

rendre le recrutement plus difficile, en particulier pour des postes spécifiques nécessitant des compétences spécialisées.

4. Besoins spécifiques et polyvalence :

Dans de nombreuses structures associatives, les postes peuvent exiger une grande polyvalence et une capacité à s'adapter à différentes tâches. Trouver des candidats possédant l'ensemble des compétences nécessaires peut-être un défi, en particulier dans un contexte où les ressources pour la formation et le développement des compétences sont limitées.

5. Bénévolat prédominant :

L'ESS en Guyane repose souvent sur un fort engagement bénévole, et les structures enquêtées ont signalé cette problématique du recrutement comme une difficulté majeure. La culture du volontariat peut créer une perception selon laquelle les postes rémunérés ne sont pas aussi nombreux ou prioritaires, ce qui peut influencer la disponibilité des candidats pour les emplois salariés.

6. Isolement géographique et enclavement :

Certaines régions de la Guyane peuvent être isolées géographiquement et moins bien desservies en termes de transport et d'infrastructures. Cela peut rendre certains postes moins attractifs.

Pour surmonter ces défis, les structures de l'ESS en Guyane doivent souvent adopter des stratégies créatives pour attirer et retenir des talents. Cela peut inclure la mise en valeur de la dimension sociale et de l'impact positif du travail au sein de l'ESS, la promotion des opportunités de développement professionnel, la collaboration avec d'autres acteurs locaux, l'amélioration de la communication et de la visibilité des offres d'emploi dans le secteur associatif notamment.

V. **RENFORCER LES LIENS : L'IMPORTANCE DES PARTENARIATS, DU RESEAUTAGE ET DE LA MUTUALISATION**

Une autre préoccupation de premier plan pour les porteurs de projets et les structures en général réside dans la nécessité de nouer et de renforcer des partenariats, ayant notamment pour but de mutualiser les besoins et de fournir des solutions conjointes. Parmi les 15 structures sondées, 7 ont fait part de défis pour établir des partenariats et s'intégrer à des réseaux.

Cette préoccupation s'explique selon les porteurs par les éléments suivants :

- Le renforcement des ressources et des compétences
- L'élargissement de l'influence et de l'impact
- La mutualisation des ressources et des coûts
- L'accès à des nouvelles opportunités

1. **Renforcement des ressources et des compétences :**

Les partenariats permettent aux structures de combiner leurs ressources et leurs compétences avec d'autres acteurs, qu'ils soient issus du secteur public ou privé. Cela peut inclure le partage de connaissances, de financements, d'expertises techniques, de réseaux de contacts, d'infrastructures ou de capacités de mobilisation. Grâce à ces partenariats, les structures peuvent accéder à des ressources et des compétences supplémentaires qui leur permettent de renforcer leur impact et leur capacité à atteindre leurs objectifs.

2. **Élargissement de l'influence et de l'impact :**

La mise en réseau offre aux structures une opportunité d'élargir leur sphère d'influence et d'accroître leur impact. En collaborant avec d'autres acteurs, les entreprises de l'ESS peuvent atteindre un public plus large, toucher de nouvelles communautés ou groupes cibles, et multiplier les retombées positives de leurs actions. La mise en réseau permet également d'amplifier les voix et les plaidoyers en renforçant leur poids et leur légitimité dans les discussions et les décisions politiques.

3. **Mutualisation des ressources et des coûts :**

La mutualisation peut permettre aux structures de partager les coûts liés à la réalisation de projets ou d'activités communes. En mutualisant les ressources financières, matérielles et humaines, les structures peuvent maximiser l'efficacité de leurs actions et éviter les duplications inutiles. Cela peut être particulièrement avantageux pour ceux qui disposent de ressources limitées et qui cherchent à optimiser l'utilisation de celles-ci.

4. **Accès à de nouvelles opportunités :**

Plus globalement, les partenariats peuvent ouvrir de nouvelles opportunités pour les structures. Cela peut inclure l'accès à de nouveaux financements, à des marchés, à des formations, ou à des plateformes de visibilité et de promotion, des ressources ou des opportunités auxquelles elles n'auraient pas pu accéder seules.

CONCLUSION

L'évolution de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en Guyane depuis l'étude de 2012 jusqu'à l'enquête de février 2023 reflète une dynamique croissante, soutenue par un cadre juridique renforcé et une reconnaissance accrue de la part des parties prenantes. Cependant, le chemin vers un développement global et équilibré de l'ESS en Guyane est marqué par des enjeux et des défis spécifiques qui nécessitent une approche stratégique et coordonnée.

La sensibilisation et la compréhension de l'ESS au sein de la population guyanaise sont des facteurs essentiels pour établir des fondements solides. Bien que les structures de l'ESS notamment associatives soient familières aux habitants et ancrées dans la culture locale, la compréhension de l'ESS en tant que modèle économique reste limitée. Des campagnes de sensibilisation ciblées et adaptées aux diverses populations, combinées à la mise en avant d'exemples locaux de réussites, peuvent susciter un intérêt accru et un engagement envers l'ESS.

L'écosystème d'accompagnement joue un rôle crucial dans le développement de l'ESS en Guyane, mais il nécessite des ajustements. L'amélioration de l'orientation des porteurs de projets vers les bonnes structures d'accompagnement, la prise en compte des contraintes géographiques par des moyens numériques et physiques, ainsi que la présence équitable des acteurs d'accompagnement sur tout le territoire sont des mesures clés pour renforcer cet écosystème.

Les défis de financement auxquels sont confrontées les structures de l'ESS exigent une approche proactive. Diversifier les sources de financement, renforcer les compétences en gestion financière, améliorer la structuration des projets et promouvoir des modèles économiques adaptés sont autant d'actions essentielles pour assurer la viabilité et la croissance des initiatives ESS.

Le recrutement de personnel constitue un défi complexe, influencé par la concurrence avec d'autres secteurs, les contraintes financières et la culture du volontariat. La promotion des avantages et de l'impact social du travail au sein de l'ESS, ainsi que la collaboration avec d'autres acteurs locaux, sont des stratégies pour attirer et retenir des talents.

En outre, la création et le renforcement de partenariats sont fondamentaux pour un développement harmonieux de l'ESS en Guyane. Les partenariats offrent la possibilité de mutualiser les ressources, d'élargir l'impact et d'accéder à de nouvelles opportunités. En renforçant les compétences en gestion de partenariats et en encourageant la collaboration entre les acteurs locaux, l'ESS peut jouer un rôle majeur dans l'amélioration des conditions de vie des populations locales et la résolution des problèmes socio-économiques des bassins de vie.

Enfin, il est important de noter que la Guyane ne se développe pas en vase clos, mais s'inscrit dans un contexte régional riche et diversifié. Située dans le bassin amazonien et à proximité de l'espace

caraiïbéen, la Guyane a l'opportunité de tirer parti de sa position géographique stratégique pour promouvoir la coopération interrégionale au sein de l'Économie Sociale et Solidaire.

L'ESS, en tant que modèle économique axé sur la solidarité, l'inclusion sociale et le développement durable, transcende les frontières nationales. La Guyane peut non seulement bénéficier de l'expertise et des meilleures pratiques d'autres régions et pays, mais aussi contribuer de manière significative aux échanges et à la collaboration dans le bassin amazonien et caraïbéen. Les problématiques communes telles que la préservation de l'environnement, la promotion de l'agriculture durable, et l'amélioration des conditions de vie des populations locales sont autant de domaines où la coopération interrégionale peut apporter des solutions innovantes et durables.

La coopération interrégionale dans l'ESS peut prendre diverses formes, allant de l'échange de connaissances et d'expertises à la création de projets conjoints et de partenariats stratégiques. La mise en réseau avec d'autres acteurs de l'ESS dans la région peut non seulement renforcer l'impact des initiatives locales, mais également catalyser des dynamiques de changement à plus grande échelle.

Cette approche collaborative offre un moyen prometteur d'adresser les défis communs et de construire un avenir plus solidaire et durable pour le territoire guyanais et au-delà. Ainsi, l'ESS devient non seulement un moteur du développement local, mais aussi un levier pour le progrès régional et la construction d'une société plus équitable et résiliente.

PISTES DE REFLEXION

I. Renforcer la sensibilisation et la connaissance de l'ESS

Action 1	Renforcer la sensibilisation et la connaissance de l'ESS
Objectif	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir et vulgariser les initiatives ESS auprès de différents publics ▪ Impliquer des acteurs clés du développement territorial et de proximité
Pistes de réflexions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approche culturellement adaptée ▪ Communication multilingue ▪ Collaboration avec les leaders communautaires ▪ Approche participative ▪ Education dans les écoles ▪ Partenariats avec les médias locaux ▪ Création de supports visuels interactifs ▪ Inclusion dans les événements culturels
Acteurs impliqués	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pilote : CRESS de Guyane ▪ Partenaires : Etablissements scolaires, Université de Guyane, municipalité, CTG
Publics cibles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Scolaires ▪ Etudiants et publics en formation ▪ Elus municipaux ▪ Elus territoriaux

II. Rendre lisible et accessible l'écosystème d'accompagnement

Action 2	Rendre lisible et accessible l'écosystème d'accompagnement
Objectif	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier et rendre lisible l'offre d'accompagnement des porteurs de projet ▪ Faciliter la collaboration et les synergies entre les acteurs de l'écosystème ESS ▪ Améliorer l'orientation des porteurs de projet
Pistes de réflexions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer une cartographie des acteurs de l'accompagnement ▪ Encourager l'implantation de guichets de proximité et points de contact mobiles ▪ Plateformes en ligne adaptées ▪ Soutien aux initiatives locales
Acteurs impliqués	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CRESS de Guyane ▪ CTG ▪ Partenaires : Acteurs de l'accompagnement et financeurs
Publics cibles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Porteurs de projet en cours de création ▪ Structures de l'ESS ▪ Décideurs politiques et agents de l'Etat ▪ Grand public

III. Répondre de manière adaptée au besoin de financement

Action 3	Répondre de manière adaptée au besoin de financement
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diversifier les sources de financement ▪ Renforcer les compétences en gestion financière ▪ Accroître la qualité et la pertinence des projets soumis aux financeurs ▪ Faciliter l'accès aux appels à projets
Pistes de réflexions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer des programmes de sensibilisation pour encourager les porteurs de projet à explorer différentes sources de financement avec les avantages et les modalités. ▪ Organiser des formations au plus près de porteurs sur la gestion financière ▪ Créer une plateforme en ligne dédiée aux appels à projets ESS.
Acteurs impliqués	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CRESS de Guyane ▪ Acteurs de l'accompagnement ▪ Financeurs
Publics cibles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Porteurs de projets en création ▪ Personnel de structures

IV. Répondre au défi du recrutement

Action 4	Répondre au défi du recrutement
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en avant les avantages sociaux et l'impact positif du travail dans l'ESS pour attirer des candidats sensibles aux questions sociales. ▪ Faciliter l'accès aux postes dans l'ESS en tenant compte des contraintes géographiques de certaines régions de la Guyane. ▪ Accroître les compétences et la polyvalence des membres du personnel dans l'ESS pour mieux répondre aux besoins variés des structures.
Pistes de réflexions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer des campagnes de communication axées sur les histoires à succès et les témoignages d'employés de l'ESS, mettant en lumière les retombées positives de leur travail. ▪ Établir des partenariats avec des écoles, des universités et des centres de formation pour créer des passerelles vers l'emploi au sein de l'ESS et organiser des événements de sensibilisation. ▪ Créer une plateforme en ligne centralisée répertoriant les offres d'emploi et les opportunités de stages au sein des structures de l'ESS, avec des descriptions claires des missions et des avantages. ▪ Organiser des événements de réseautage et de partage d'expériences entre les acteurs de différents secteurs pour mieux faire connaître les opportunités de carrière dans l'ESS.
Acteurs impliqués	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CRESS de Guyane ▪ Rectorat ▪ Université de Guyane ▪ Médias locaux
Publics cibles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Étudiants ▪ Demandeurs d'emploi ▪ Scolaires

V. Faciliter le développement des partenariats

Action 5	Faciliter le développement des partenariats
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faciliter la création de partenariats pour permettre aux structures de combiner leurs ressources et compétences avec d'autres acteurs. ▪ Encourager la mutualisation des ressources entre les structures de l'ESS pour optimiser l'utilisation des moyens disponibles. ▪ Accroître la visibilité des partenariats réussis pour inspirer d'autres structures à s'engager dans des collaborations similaires.
Pistes de réflexions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des événements réguliers de réseautage, tels que des forums, des conférences ou des ateliers, où les acteurs de l'ESS peuvent se rencontrer, échanger des idées et explorer des opportunités de collaboration. ▪ Créer un réseau permettant aux structures de l'ESS de partager des ressources telles que des locaux, des compétences, des équipements, ou même des employés à temps partagé. ▪ Créer des récompenses ou des reconnaissances spéciales pour les partenariats exemplaires, afin d'encourager d'autres structures à suivre ces modèles de collaboration.
Acteurs impliqués	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CRESS de Guyane ▪ Porteurs de projet ▪ Entreprises de l'ESS ▪ CTG ▪ Services de l'État ▪ Et autres financeurs
Publics cibles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Structures de l'ESS

Cette publication de l'Observatoire Régional de l'ESS a été réalisée avec le soutien du FSE REACT-EU dans le cadre du projet R'ESS'ILYANS.

OBSERVATOIRE REGIONAL DE L'ESS

Lucien DE ZWART, Chargé d'études et veille, CRESS de la Guyane :

lucien.dezwart@cress-guyane.org

Rédaction : *Lucien DE ZWART, CRESS de la Guyane*

Directrice de la publication : *Elodie Ludmila EUGENIE, Directrice de la CRESS de Guyane*